

## La préfecture boude le collectif « Larissa »

Une délégation de soutien à une famille menacée d'expulsion vers l'Arménie n'a pas été reçue, hier, à la préfecture. Malgré une demande de rendez-vous.

Demi-tour, droite ! La délégation a attendu, hier matin, pendant près d'une demi-heure à l'accueil de la préfecture avant qu'on lui confirme que personne ne la recevrait. Sans nouvelle d'une demande d'entretien formulée il y a un mois, le comité constitué de parents d'élèves de l'école Eugénie-Cotton et d'habitants des quartiers Sud du Mans avait prévenu, mardi, qu'il viendrait.

Sans résultat.

Venu pour évoquer la situation de la famille Aliev-Saroyan menacée d'expulsion vers l'Arménie, le collectif est donc reparti bredouille. Cette famille sans papier, composée de 4 personnes, dont Larissa et sa petite fille sœur née le 11 mars dernier au Mans, s'est vue refuser le droit d'asile. Plusieurs manifestations ont déjà été organisées

pour les soutenir (lire O-F des 16 et 17 janvier et des 26 et 27 février). Leur situation doit être évoquée mardi 1<sup>er</sup> avril devant le tribunal administratif de Nantes, où M<sup>e</sup> Moutel, leur avocate, va plaider pour convaincre la juridiction de casser l'obligation de quitter le territoire français (OQTF), qui pèse sur leurs épaules.